

## **Atelier de cadrage du Projet d'autonomisation des filles et acteurs de première ligne contre les violences à caractère sexuel et sexiste au Sénégal, Bureau international des droits des enfants 23 et 25 février 2021**

Fort de son expérience en renforcement durable des capacités des acteurs nationaux de la protection de l'enfant dans plus d'une trentaine de pays, le Bureau international des droits des enfants (connu sous son acronyme en anglais - IBCR) mettra en œuvre un nouveau projet au Sénégal d'une durée de quatre ans financé par Affaires mondiales Canada et l'UNICEF qui vise à autonomiser les filles et les acteurs de première ligne contre les violences à caractère sexuel ou sexiste.

Dans le cadre de la phase de démarrage de ce projet, IBCR a organisé un atelier virtuel les 23 et 25 février 2021 afin de présenter publiquement cette nouvelle initiative, de réunir des acteurs-clés du domaine de la protection de l'enfant au Sénégal et de concrétiser leur implication dans le projet. **Cet événement a réuni plus de 75 participants, dont des représentants du Ministère de la femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants, du Ministère des forces armées, du Ministère de l'intérieur, Ministère de la Santé et de l'Action sociale et du Ministère de l'éducation. Des représentants de la société civile, des partenaires technique et financiers et autres acteurs œuvrant pour les droits des enfants y étaient également largement représentés.**

Lors de l'ouverture de cet atelier, **Mme Nicole Gesnot, cheffe des opérations pour la coopération canadienne**, a salué les efforts consentis ces dernières années par le gouvernement sénégalais pour garantir l'intérêt supérieur des enfants, tout en rappelant que « la collaboration entre tous les acteurs intervenants dans et pour le système de protection des enfants est essentielle pour parvenir à améliorer la prévention et les interventions pour lutter contre les violences à caractère sexuel et sexiste qu'aujourd'hui encore trop d'enfants subissent. »

Se joignant à ces félicitations, **M. Guillaume Landry, Directeur général du Bureau international des droits des enfants** a souligné que « Le Sénégal est un modèle régional en matière de formation professionnelle et de gouvernance des services à la population. Néanmoins, au quotidien, de nombreuses filles et garçons continuent d'éprouver des difficultés à accéder à des services adaptés à leur réalité. Le Bureau international des droits des enfants est fier d'appuyer pour les quatre prochaines années les professionnelles et professionnels des secteurs de la justice, du travail social, des forces de sécurité et du secteur pénitentiaire du Sénégal pour que les droits des enfants, particulièrement ceux des filles, se traduisent davantage en savoir-faire et en savoir-être concrets lors des interventions quotidiennes. Je salue la volonté du Sénégal de consolider sa posture de chef de file en révisant ses curricula de formation initiale et en outillant son personnel pour adopter des pratiques permettant de mieux prévenir et agir contre les violences à caractère sexuelle et sexiste contre les enfants. »

Ce projet aspire à renforcer la performance et la coordination des intervenants de la police, de la gendarmerie, du travail social, de la justice et du secteur carcéral, dans la prévention et l'action contre les violences, en plus de renforcer le pouvoir et la participation des enfants, en particulier les filles, à agir contre et prévenir les violences auxquelles elles et ils sont confrontés.

Les activités du projet comprennent : 1) le développement, la diffusion et l'intégration de modes opératoires pour chaque secteur impliqué ; 2) des formations certifiantes des travailleurs et travailleuses des secteurs visés afin de renforcer leurs compétences-clés pour de meilleures interventions auprès des filles ; 3) des plaidoyers envers les ministères sectoriels gouvernant les services sécuritaires, judiciaires, et des services sociaux pour la mise en place d'une approche sexospécifique dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux enfants ; 4) la mise en place d'activités de renforcement des capacités et de mobilisation des filles, et appui de leurs actions de sensibilisation dans chacune des localités de mise en œuvre du projet.

**Le projet vise à toucher plus de 550 000 filles, garçons, femmes et hommes grâce au renforcement des capacités de 5 270 agents de changement (dont 1 379 femmes et filles) intervenant dans le système de protection des enfants mais également dans les communautés locales. Il se déploiera dans trois régions du Sénégal, incluant Dakar.**

**Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :**

**Khady Beye Sow**

Chargée de Programme, Politique et Affaires Publiques  
Ambassade du Canada  
[khady.beye@international.gc.ca](mailto:khady.beye@international.gc.ca)  
33 889 47 83 | 77 819 3000

**Marielle Collet**

Chargée de communication  
Bureau International des Droits des Enfants  
[communications@ibcr.org](mailto:communications@ibcr.org)  
+1 514 932 7656 - 231